



La croissance, une chance pour des réformes fondamentales – Analyse critique de la reprise conjoncturelle et esquisse d'un programme pour une Suisse prospère, 2007
avenir-suisse.ch/fr/2879/

Marché intérieur : un chantier permanent

La Suisse est l'un des pays qui a le revenu par habitant le plus élevé au monde. Elle doit sa situation réjouissante en large partie à la compétitivité de son économie, désignée ces six dernières années comme l'économie nationale la plus compétitive du monde selon le classement du World Economic Forum. Or, il n'y a pas lieu de s'estimer satisfait. En effet, si, depuis 2008, la Suisse a résisté avec un certain succès aux tumultes de la crise économique et financière, elle en subit aujourd'hui encore les répercussions. Sans un taux de participation au marché du travail (par ailleurs déjà élevé) en constante progression, la croissance par habitant en Suisse aurait été négative. De plus, les chantiers politico-économiques en cours sont plus nombreux que jamais, en raison d'une faible volonté de mener des réformes.

Les deux branches de l'économie

Affichant depuis plusieurs décennies un accroissement de la productivité plus faible que

les autres pays industrialisés, la Suisse n'est depuis longtemps plus en tête de classement en matière de productivité du travail⁵ et elle continuera à perdre du terrain si sa productivité ne s'améliore pas. En Suisse, cette situation est généralement accueillie sereinement. Ainsi, on avance par exemple le fait (et on a entièrement raison) que l'intégration réussie des personnes les moins productives sur le marché du travail tire vers le bas la productivité. De plus, les difficultés de mesure jouent également un rôle. Toutefois, du point de vue de la productivité, un énorme fossé ne cesse de se creuser en Suisse entre les secteurs d'exportation et les secteurs orientés vers le marché intérieur. Tandis que les premiers se voient contraints de répondre aux exigences de la concurrence internationale (et ils le font avec un succès remarquable), les seconds peuvent souvent trop facilement limiter la concurrence sur le marché intérieur en influant sur la politique.

Cet écart de productivité grandissant entre les deux branches de l'économie représente une menace croissante pour le potentiel de croissance de la Suisse à long et moyen termes. Par le passé déjà, le nombre de places de travail a augmenté principalement dans les secteurs tournés vers le marché national : ceux-ci emploient aujourd'hui près des deux tiers de la population active. L'évolution démographique tendra à renforcer encore cette tendance.

De plus, on ne sait pas dans quelle mesure la Suisse pourra s'appuyer sur son économie exportatrice ces prochaines années. La

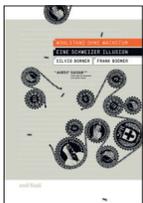
compétitivité des entreprises suisses en matière de prix se trouve très exposée en raison du franc fort. Exprimés en euros, les coûts salariaux unitaires ont d'ailleurs explosé en Suisse depuis 2007. Jusqu'à présent, les entreprises suisses ont pu reporter en grande partie l'appréciation du franc sur le client en se spécialisant, en misant sur la qualité et en se tournant vers des produits de niche haut de gamme. Or on ne peut déterminer avec certitude les conséquences qu'aura le « choc monétaire » de 2015. L'évolution de la situation en ce qui concerne les devises est d'autant plus incertaine que la zone euro doit encore résoudre ses problèmes.

Se concentrer sur les conditions-cadres

Le problème délicat de la monnaie peut inciter à exiger une « politique industrielle » active. Mais céder à cette pression serait fatal. L'économie suisse a montré à maintes reprises par le passé qu'elle est en mesure de sortir renforcée de périodes difficiles. Les interventions étatiques risquent toujours d'empêcher les nécessaires transformations structurelles provoquées par la concurrence. Une politique qui agit avec succès pour la place économique est une politique qui améliore les conditions-cadres à long terme pour l'activité économique. Actuellement, c'est avant tout sur le marché domestique suisse qu'une telle politique est absolument nécessaire. Si la Suisse veut continuer ces 20 prochaines années à faire partie des économies nationales les plus prospères, les milieux politiques seraient bien avisés d'y travailler. *DH*

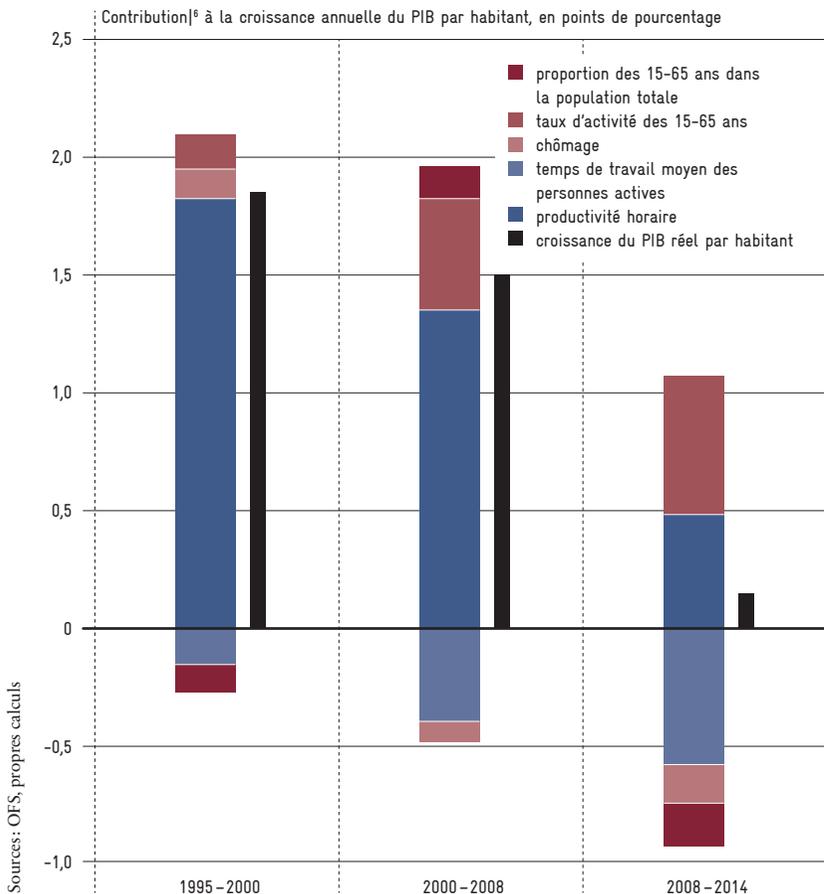


Diagnose: Wachstumschwäche – Die Debatte über die fehlende Dynamik der schweizerischen Volkswirtschaft, 2005
avenir-suisse.ch/419
 (ouvrage en allemand uniquement)

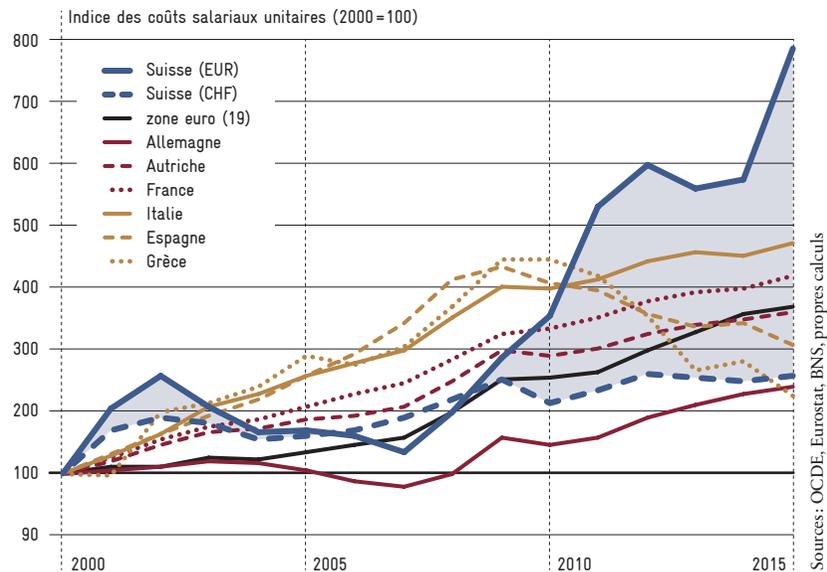


Wohlstand ohne Wachstum – Eine Schweizer Illusion, 2004
avenir-suisse.ch/441
 (ouvrage en allemand uniquement)

Croissance en berne par habitant

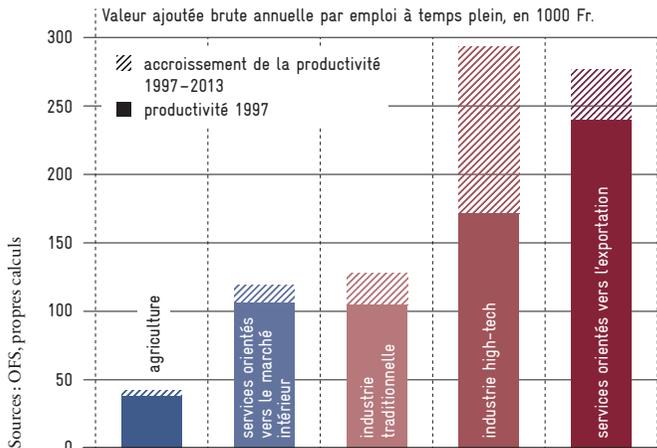


Le franc fort fait exploser les coûts salariaux unitaires

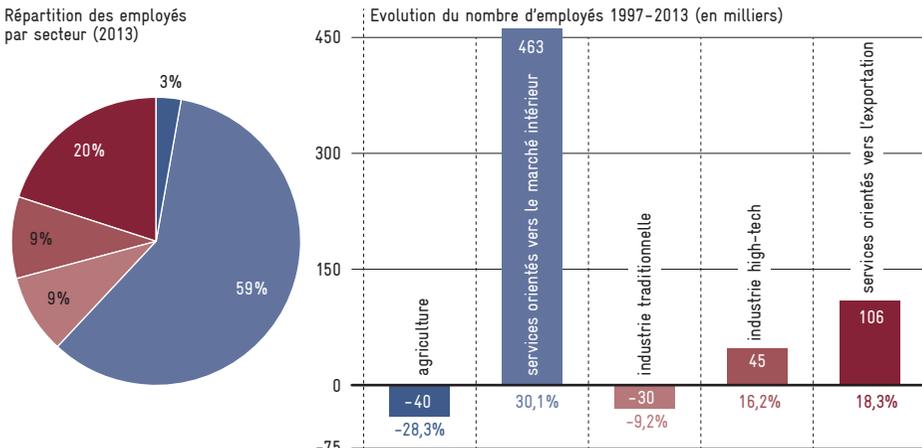


Lorsqu'on parle de productivité et de compétitivité en Suisse, l'attention se focalise principalement sur les branches exportatrices. Or la majorité des employés travaillent dans des secteurs avec une forte orientation vers le marché intérieur. Dans les graphiques ci-dessous, les secteurs des services dont les exportations représentent moins de 20% du chiffre d'affaires ont été classés comme étant «orientés vers le marché intérieur». Cette approche contient certes quelques éléments indéterminés, mais une chose ressort clairement : l'importance économique des conditions-cadres concurrentielles pour l'économie intérieure ne doit pas être sous-estimée.

La pression de la concurrence accroît la productivité



Domination croissante des services orientés vers le marché intérieur



1995	Votations 418 - 420. Contre-projet «pour une agriculture paysanne compétitive et respectueuse de l'environnement». Référendum obl. <input checked="" type="checkbox"/> Flexibilisation des contingents de lait. Référendum fac. <input checked="" type="checkbox"/> Loi fédérale sur l'agriculture. Référendum fac. <input checked="" type="checkbox"/>
09.06.1996	Votation 430. Contre-projet «Pour une agriculture en accord avec la nature». Référendum obl. <input checked="" type="checkbox"/>
24.02.2008	Votation 531. Réforme de l'imposition des entreprises II. Référendum fac. <input checked="" type="checkbox"/>
11.03.2012	Votation 539. Réglementation du prix du livre. Référendum fac. <input checked="" type="checkbox"/>
28.09.2014	Votation 585. Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration !. Initiative populaire. <input checked="" type="checkbox"/>
2015	